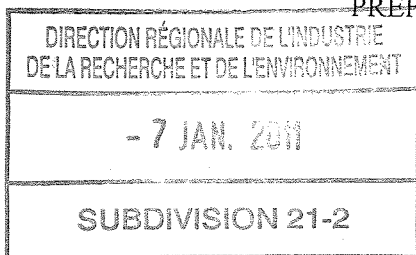


SPR = Service
→ UT 2
GIDIC

8



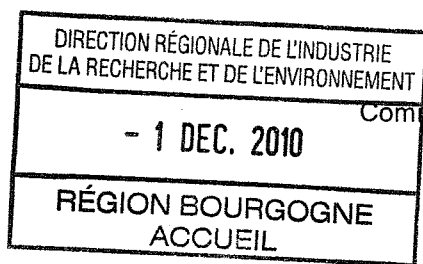
PREFECTURE DE LA REGION BOURGOGNE
PREFECTURE DE LA COTE-D'OR

DIJON, LE 29 NOV. 2010

ARRETE PREFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

SARL « EURO PIERRES ET MARBRES »



Communes de COULMIER-LE-SEC et NESLE-ET-MASSOULT

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE,
PRÉFET DE LA CÔTE D'OR
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'Environnement et notamment son article L 514-1,
- VU le titre premier de la partie réglementaire du Livre V du Code de l'environnement,
- VU l'arrêté préfectoral du 20 avril 2000 autorisant la SARL « EURO PIERRES ET MARBRES » dont le siège social est situé route de Nesle à COULMIER-LE-SEC - 21400, à procéder à l'exploitation d'une carrière sur le territoire des communes de COULMIER-LE-SEC et NESLE-ET-MASSOULT aux lieux-dits « Les Combes de Nesle » et « Vau de Sommière », parcelles n°3 à 7 section E et parcelle 24 section B, sur une superficie de 4 ha 93 a 17 ca.
- VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne, en date du 8 novembre 2010,
- CONSIDERANT que les garanties financières constituées sont arrivées à échéance,
- CONSIDERANT que l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé indique que l'exploitant adresse au préfet le document attestant du renouvellement des garanties financières 6 mois avant leur date d'échéance,
- CONSIDERANT que l'acte de renouvellement des garanties financières n'est pas parvenu à la Préfecture,
- SUR proposition de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1er -

En application de l'article L.514-1 du Code de l'environnement, la SARL « EURO PIERRES ET MARBRES » dont le siège social est situé route de Nesle à COULMIER-LE-SEC - 21400, est mise en demeure de respecter les dispositions de renouvellement des garanties financières prévues par l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 avril 2000 dans un délai d'un mois à compter de la signature du présent arrêté, pour sa carrière de COULMIER-LE-SEC et NESLE-ET-MASSOULT aux lieux-dits « Les Combes de Nesle » et « Vau de Sommière ».

Le montant du renouvellement des garanties financières est précisé à l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 avril 2000 et devra tenir compte de l'évolution de l'indice TP01

En cas de non renouvellement des garanties financières sous un mois, l'activité sera suspendue conformément aux dispositions de l'article 8.5 de l'arrêté préfectoral susvisé et de l'article L. 514-1 du Code de l'environnement.

ARTICLE 2 -

Délais de recours (article L514-6 du code de l'environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de DIJON (22 rue d'Assas). Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, délai qui commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée.

Les tiers disposent d'un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

ARTICLE 3 -

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or, le Maire de COULMIER-LE-SEC, le Maire de NESLE-ET-MASSOULT, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne et le Directeur de la SARL «EURO PIERRES ET MARBRES» sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
(2 exemplaires)
- . M le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- . M. le Maire de COULMIER-LE-SEC,
- . M. le Maire de NESLE-ET-MASSOULT,
- . M. le Directeur de la SARL « EURO PIERRES ET MARBRES »

FAIT à DIJON, le **29 NOV. 2010**

Le PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,

La Secrétaire Générale


Martine JUSTON